

autre mesure sur les soins de santé présentée jusqu'ici par le gouvernement actuel. Je voudrais me pencher sur les cinq principales notions qui ont modifié la conception qu'on se fait des soins de santé au Canada.

● (1540)

La première est le sens des responsabilités vis-à-vis de soi-même. Depuis quelque temps, et ce sera de plus en plus vrai, nous constatons que les gens comprennent de mieux en mieux que c'est d'abord à eux de veiller sur leur santé. Les gens de ma génération et de la précédente pensaient qu'il leur suffisait de se lever le matin et d'aller travailler, de fumer, de boire, puis de faire de temps en temps un tour à l'hôpital comme on amène sa voiture au garage, pour repartir de nouveau. Les gens ne se croyaient pas responsables de leur propre santé.

Je pense que la mentalité à cet égard a beaucoup évolué. Je constate qu'en général les gens s'accordent à dire que c'est d'abord à eux-mêmes de veiller sur leur santé.

Deuxièmement, je constate dans les diverses publications que les gens accordent de plus en plus d'importance à leur alimentation. Pendant deux générations, nous n'avons pratiquement tenu aucun compte de ce que nous mangions. Nous n'apprenions pas grand-chose à cet égard ou nous l'oublions rapidement. Nous ne cherchions pas vraiment à avoir une saine alimentation, pourtant indispensable pour rester en bonne santé. Je remarque, non sans un certain regret, que c'est seulement l'année dernière qu'on a inclus un cours de diététique dans le programme de la faculté de médecine de l'Université de Toronto. Nous avons oublié les vieilles règles des générations précédentes qui avaient compris qu'une des choses les plus importantes pour rester en bonne santé, c'était de comprendre la nutrition et le rôle que chaque aliment ou boisson pouvait jouer dans la préservation de notre santé.

La troisième idée qui revêt de plus en plus d'importance, c'est qu'il faut savoir surmonter le stress. Le gouvernement, les lois ou les programmes sur la santé n'y font pas beaucoup allusion. Depuis quelques années, tout un champ de recherches est ouvert sur cette question. Je pense, par exemple, aux travaux du Dr Hans Selye. Ceux qui ont travaillé dans des services de cardiologie et des centres de réadaptation, surtout avec des cardiaques, comprennent que même si nous pensions que les crises cardiaques et de nombreuses affections résultaient de défaillances quelconques de l'organisme, ces troubles dépendent dans une large mesure de la façon dont nous faisons face au stress de la vie quotidienne et qu'un exutoire créatif, la relaxation et la façon dont nous abordons nos problèmes sociaux et émotifs ont des conséquences claires, directes et profondes sur notre santé. Le virage que les soins médicaux vont prendre au cours des années 80 et 90 reposera donc également sur la gestion du stress.

La quatrième idée, c'est le conditionnement physique. Je sais que quelqu'un l'autre jour a parlé avec désespoir du jogging. Ce qui importe, ce n'est pas tant le jogging que le conditionnement physique. Celui-ci ne crée pas l'état de santé, mais il contribue à le conserver. Lorsqu'on est en bonne condition physique, on est plus alerte physiquement, et donc encore plus alerte émotivement et peut-être même spirituellement.

Assurance-santé—Loi

Enfin, on constate que la notion de sécurité et d'harmonie environnementales et occupationnelles est de plus en plus importante pour bien saisir l'importance de la santé.

Ces cinq idées ne datent pas d'hier. Ce n'est pas la première fois qu'il en est question à la Chambre des communes, mais il me semble important d'en parler dans le présent contexte. Pendant que la bataille de l'assurance-maladie faisait rage et que nous étions aux prises avec les médecins au niveau provincial, une toute nouvelle génération prenait conscience de la nécessité pour chacun de veiller à bien se nourrir, à savoir maîtriser le stress, à se tenir en forme et à vivre en sécurité et en harmonie avec son milieu, que c'était là les piliers non pas de l'assurance-maladie mais bien de l'assurance-santé. Ces cinq idées sont reliées à la santé, non à la maladie. Elles sont du domaine de la prévention, non de la cure. Elles parlent de libération, non de contraintes. Elles sont meilleur marché, non plus coûteuses. Voilà la véritable révolution des soins de santé au Canada.

C'est pourquoi je maintiens que le projet de loi dont nous sommes saisis ne fait que rafistoler le passé. Je reconnais que cela est important, voire essentiel, mais c'est bien tout ce qu'il fait. Il n'ouvre pas vers l'avenir. Il ne permet pas aux Canadiens de percevoir que le gouvernement sait ce que sont devenus les soins de santé au Canada.

Mon ami, le député de Provencher (M. Epp), a dit en effet qu'il nous fallait quitter le filet de l'assurance-maladie pour la trampoline de l'assurance-santé. L'un ne vaut pas mieux que l'autre et les deux sont importants, mais ce qui m'inquiète, à l'instar d'autres Canadiens, c'est que rien ne nous dit que les Canadiens s'intéressent non pas seulement à l'assurance-maladie, mais aussi à l'assurance-santé. Ce que les Canadiens veulent vraiment, c'est un financement de l'assurance-santé qui permette de multiplier les installations de premiers soins, d'élargir les services de soins prolongés, d'accroître le nombre des travailleurs de la santé d'une foule de manières plutôt que de permettre un seul point d'accès aux services médicaux. Ils veulent un projet de loi qui assure l'expansion des installations locales de santé. Il y a des gens qui n'ont pas oublié l'importance d'avoir, comme point d'entrée aux soins de santé et aux soins médicaux, la collectivité locale et des installations communautaires. Je me souviens d'avoir écouté il y a quelques années quelqu'un parler de ce qu'il appelait le rêve qu'un jour il y aurait dans les localités du pays des centres communautaires offrant des installations de promotion de la santé, des installations de conservation de la santé et des installations de rétablissement de la santé, dans une clinique où il y aurait également l'aide juridique, les conseils financiers, le planning familial, les services pour la vue et pour l'ouïe.

Voyons les services que nous offrons au Canada aux niveaux municipal, provincial et fédéral. Nous avons découpé la population en tranches qui correspondent à nos besoins bureaucratiques plutôt qu'aux besoins de la personne tout entière. C'est dans la ville de Toronto que j'ai vu le meilleur exemple de remède apporté à cette situation. C'est un immeuble de quatre étages logeant le siège de la section 183 du syndicat des journalistes, rue Dupont. Sur un niveau on s'occupe de leur formation, avec participations fédérale, provinciale et municipale. On leur donne des leçons de conduite automobile et on s'occupe également de leurs programmes sociaux du mieux qu'on peut, avec la participation de tous les pouvoirs publics. Il